

Crise du Coronavirus – plans d'action du PS Migrant-e-s Suisse

A. Veiller à ce que la population migrante reçoive des informations et des services de conseil dans sa langue maternelle

1. Dans tous les cantons et dans toutes les grandes villes, il faut qu'il y ait des centres de conseil et d'information qui fournissent à la population migrante, dans les langues non nationales, des informations et des services de conseil sur la prévention de la contamination par la Covid-19, sur la santé, sur les filets de sécurité sociale ainsi que sur le séjour et la naturalisation.

B. Droit de séjour et naturalisation

2. Toute personne qui glisse vers l'aide sociale en cette période ne doit pas pour autant se voir pénalisée en matière de droit de séjour ou pour sa future naturalisation.
3. Le séjour des sans-papiers doit enfin être légalisé – pour des raisons humaines et comme mesure importante pour prévenir durablement la propagation du coronavirus, mais aussi pour maintenir les salaires à un niveau décent et assurer de bonnes conditions de travail à chacune et à chacun d'entre nous.

C. Resserer le réseau social

4. Toute personne qui jusqu'à présent était rémunérée à l'heure et qui perd ses revenus à cause du coronavirus doit avoir droit à un filet de sécurité sociale – comme tout le monde. Cette voie de secours fait aujourd'hui encore cruellement défaut. La Confédération doit combler cet écart et prolonger ses allocations de perte de gain et du chômage partiel.
5. Les sans-papiers doivent également avoir un accès légal à la sécurité sociale et aux soins de santé, car cela est dans l'intérêt de tout le monde. La légalisation des sans-papiers et l'amnistie pour les travailleurs au noir sont plus urgentes que jamais.
6. Dans la population migrante, il y a un nombre particulièrement élevé de travailleurs/euses indépendants actifs dans les petites et très petites entreprises du secteur de la restauration, du nettoyage, du déménagement, etc. Beaucoup d'entre eux/elles sont menacés par le piège de la dette. Les prêts additionnels ne sont pas toujours opportuns quant au but visé. Sous certaines conditions, il faut instaurer des cotisations pour les salaires, etc., à fonds perdu.
7. Dans les centres d'asile, les foyers, les institutions et autres logement collectif, les règles d'hygiène et de comportement doivent être garanties, tout comme les soins de santé et le droit aux contacts sociaux.
8. La Commission fédérale des migrations doit réaliser une étude complète sur l'impact de la crise liée à la Covid-19 sur la population migrante et élaborer un paquet de mesures pour combler les lacunes identifiées.

D. Garantir le droit à la formation, même dans le contexte de la crise de la Covid-19

9. La crise économique consécutive à la crise de la Covid-19 a touché les adolescents et les jeunes adultes dans une mesure particulière. Une garantie pour les enfants et les jeunes doit assurer que nul ne glisse vers l'aide sociale s'il est au chômage. Également, l'on doit pouvoir poursuivre sa formation et son instruction.

10. L'enseignement à distance nécessite un environnement pédagogique à domicile que les ménages ne peuvent pas tous fournir. Un soutien ciblé est nécessaire pour les élèves qui ont des difficultés d'apprentissage et ceux/celles dont l'infrastructure numérique à domicile est insuffisante – en cas de crise et après.

E. Droits fondamentaux, entrée et sortie

11. Y compris en cas de crise, le droit d'asile ne doit pas subir aucune restrictions. Une fermeture de la frontière ne justifie pas d'entraver le dépôt d'une demande d'asile.
12. Les procédures d'asile doivent continuer de se dérouler correctement malgré les règles de distanciation physique. En particulier, les représentants légaux des demandeurs d'asile doivent être présents en personne lors des entretiens et les délais doivent être prolongés si nécessaire.
13. Si des personnes ne peuvent pas quitter le pays en raison de la crise de la Covid-19, la détention pour expulsion et les réductions des prestations sociales dues à un ordre d'expulsion sont indéfendables.
14. Des solutions pragmatiques sont nécessaires pour permettre aux proches parents et aux couples non mariés de se rencontrer au-delà des frontières, y compris dans les pays à risque. La discrimination systématique des ressortissant-e-s de pays tiers dans le système Schengen n'est pas acceptable et leurs droits fondamentaux doivent être respectés.
15. La recherche de boucs émissaires et de responsables présumés de la crise de la Covid-19 doit cesser ; le racisme, la xénophobie et le nationalisme (qui va croissant dans de nombreux pays) doivent être stoppés avec détermination.
16. La violence domestique augmente, mais elle est moins visible que jamais. Il faut veiller davantage à ce que les enfants et les adultes victimes de violence domestique soient reconnus et protégés. Chacun est appelé à s'occuper activement des cas de violence domestique

F. Ne pas oublier la dimension européenne et mondiale

17. L'économie suisse ne pourra se relever qu'en concordance avec l'économie européenne. La Suisse a donc un intérêt éminent à contribuer aux coûts de la reconstruction dans l'UE et à utiliser cette reconstruction dans toute l'Europe pour une gestion sociale du Green Deal et de la numérisation.
18. Antonio Guterres l'a déclaré à juste titre : dans un monde interdépendant, la lutte contre le coronavirus est aussi fructueuse que le système de santé le plus faible peut l'assurer. Pour des raisons de solidarité et d'intérêt propre, la Suisse doit s'engager beaucoup plus que par le passé sur le plan multilatéral et contribuer à la lutte mondiale contre la pandémie de Covid-19 et ses conséquences.
19. Contribuer à une amélioration durable de la situation catastrophique dans les contextes fragiles (camps de réfugiés dans les îles grecques, Syrie, Proche-Orient et Moyen-Orient). Les camps de réfugié-e-s surpeuplés doivent être évacués immédiatement.
20. Les meilleurs instruments pour prévenir et combattre les pandémies mondiales à moyen et long terme sont la mise en œuvre des 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 de l'ONU et la proclamation d'un cessez-le-feu mondial.